

15 février 1977 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# CONFERENCE DE PRESSE DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING AU PALAIS DE KOULOUBA, LE 15 FEVRIER 1977

« POLITIQUE ÉTRANGÈRE » « RELATIONS FRANCO - MALIENNES » MONSIEUR LE PRÉSIDENT, MESDAMES, MESSIEURS, LA PREMIÈRE VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DANS LA RÉPUBLIQUE INDÉPENDANTE DU MALI, À L'INVITATION DU PRÉSIDENT MOUSSA TRAORÉ, FONDÉE SUR DES BASES SOLIDES L'AMITIÉ ET LA COOPÉRATION ENTRE LE MALI ET LA FRANCE. CETTE COOPÉRATION S'EXERCE DANS LE RESPECT DE LA SOUVERAINÉTÉ DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI ET S'EFFORCE DE RÉPONDRE AU CHOIX ET AUX PRIORITÉS ÉTABLIES PAR LES AUTORITÉS DU MALI ELLES-MÊMES. ET C'EST AINSI QUE J'AURAI PEUT-ÊTRE L'OCCASION DE DIRE EN RÉPONSE À DES QUESTIONS QUE CE SONT LES PRIORITÉS DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL FIXÉES PAR VOTRE PLAN QUI SONT ACTUELLEMENT LE FONDAMENT DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE LE MALI ET LA FRANCE. CETTE COOPÉRATION REPOSE ÉGALEMENT SUR UNE SIMILITUDE DE VUES CONCERNANT LES GRANDS PROBLÈMES DU MOMENT ET NOTAMMENT LES PROBLÈMES QUI INTÉRESSENT L'AFRIQUE. J'AI EU L'OCCASION DE LE RAPPELER HIÉR SOIR EN SOULIGNANT QUE LA POLITIQUE DE LA FRANCE VIS-À-VIS DU MALI MAIS AUSSI VIS-À-VIS DE L'ENSEMBLE DES PROBLÈMES DU CONTINENT AFRICAIN S'INSPIRE DU PRINCIPE "L'AFRIQUE AUX AFRICAINS". NOUS AVONS ÉCHANGÉ NOS RÉFLEXIONS SUR LA POURSUITE DU DIALOGUE NORD-SUD ET J'AI INDICÉ AU PRÉSIDENT MOUSSA TRAORÉ QU'IL FALLAIT À MON AVIS S'INSPIRER DE DEUX CONSIDÉRATIONS : UNE CONSIDÉRATION DE PATIENCE CAR ÉTANT DONNÉ L'IMPORTANCE DES INTÉRÊTS EN JEU, ÉTANT DONNÉ LES DIVERGENCES DE CONCEPTION QUI EXISTAIENT À L'ORIGINE DE CETTE NÉGOCIATION, IL NE FAUT PAS S'ÉTONNER QUE SON PROGRÈS EXIGE UN CERTAIN DÉLAI, MAIS EN MÊME TEMPS UNE ATTITUDE DE CONFIANCE CAR JE SUIS PERSUADÉ QUE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE RECONNAÎTRA LA NECESSITÉ D'APPORTER DES SOLUTIONS CONCRÈTES AUX PROBLÈMES DE L'ORGANISATION DES RAPPORTS ENTRE LES PAYS INDUSTRIALISÉS ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. ET QUAND VIENDRA L'HEURE DES DÉCISIONS, JE CROIS QUE PERSONNE NE POURRA EN RÉALITÉ SE DÉROBER À CELLES-CI ET PRENDRE LA RESPONSABILITÉ DE FAIRE EN SORTE QUE NE PUISSENT PAS S'INSTAURER CE DIALOGUE ET CETTE COOPÉRATION SOUHAITABLE. SI BIEN QUE DANS CE DOMAINE IL FAUT À LA FOIS LA PATIENCE, MAIS JE L'INDIQUE, LA CONFIANCE SUR LE RÉSULTAT FINAL. NOUS AVONS PASSÉ EN-REVUE L'ENSEMBLE DES PROBLÈMES DE COOPÉRATION ENTRE LE MALI ET LA FRANCE ET JE SUIS DISPOSÉ À RÉPONDRE À VOS QUESTIONS SUR CE POINT. »

« POLITIQUE ÉTRANGÈRE » « RELATIONS FRANCO - MALIENNES » JE VOUDRAIS ENFIN, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, DIRE DEVANT LES JOURNALISTES INTERNATIONAUX ET ÉGALEMENT LES JOURNALISTES MALIENS COMBIEN J'AI APPRÉCIÉ L'ACCUEIL DES HAUTES AUTORITÉS MALIENNES ET DU PEUPLE DE VOTRE PAYS. NOUS AVONS, EN RÉALITÉ, INTERROMPU VOTRE ACTIVITÉ PRÉSIDENTIELLE ET GOUVERNEMENTALE. PENDANT LA DURÉE DE CE VOYAGE OFFICIEL, VOS PRINCIPAUX MINISTRES NOUS ONT ACCOMPAGNÉS DANS NOS DÉPLACEMENTS, NOUS NE NOUS SOMMES PAS QUITTES L'UN ET L'AUTRE ET JE SUIS TRÈS SENSIBLE À L'IMPORTANCE QUE VOUS AVEZ DONNÉE ET À L'ÉCLAT QUE VOUS AVEZ CONFÉRÉ À CETTE VISITE OFFICIELLE. JE VOUDRAIS

EGALEMENT PAR L'INTERMEDIAIRE DE LA RADIO MALIENNE M'ADRESSER AUX MALIENNES ET AUX MALIENS ET POUR LEUR DIRE QUE JE LES AI APERCUS LE LONG DES TRAJETS QUE NOUS FAISONS ENSEMBLE. J'AI ETE TRES SENSIBLE A LA QUALITE, A LA SPONTANEITE, A LA DIGNITE DE LEUR ACCUEIL ET JE TRANSMETTRAI AU PEUPLE FRANCAIS LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A ETE ACCUEILLI PAR LES MALIENNES ET LES MALIENS. ET AINSI CETTE HISTOIRE DE L'AMITIE ENTRE LE MALI ET LA FRANCE CONNAIT AUJOURD'HUI UN NOUVEAU CHAPITRE DONT JE CROIS QUE L'ECLAT NE LE CEDE A AUCUN DE CEUX QUI L'ONT PRECEDE. VOICI CE QUE JE VOULAIS DIRE, MONSIEUR LE PRESIDENT, MESSIEURS, COMME OUVERTURE DE CETTE CONFERENCE\_DE\_PRESSE ET MAINTENANT JE SUIS A VOTRE DISPOSITION POUR REpondre A TELLES QUESTIONS QUE VOUS VOUDRIEZ BIEN ME POSER

QUESTION.- QUESTION PORTANT SUR LA LIVRAISON DES ARMES A L'AFRIQUE\_DU\_SUD. EST-CE QUE VOUS POUVEZ NOUS DONNER DES PRECISIONS CONCERNANT CES MESURES ? LE PRESIDENT.- CE QUE J'AI DIT EST TOUT A FAIT CLAIR. J'AI INDIQUE QUE CES MESURES AVAIENT ETE PRISES ET J'AI DONNE LES DIRECTIVES NECESSAIRES A L'AUTOMNE DERNIER AUX DIFFERENTS DEPARTEMENTS MINISTERIELS CONCERNES POUR S'ASSURER QU'EFFECTIVEMENT AUCUNE LIVRAISON NE PUISSE ETRE EFFECTUEE. J'AVAIS INDIQUE, VOUS VOUS EN SOUVENEZ, AU ZAIRE, IL Y A MAINTENANT DEUX ANS, QUE LA FRANCE NE PRENAIT PLUS DE NOUVELLES COMMANDES, MAIS ENCORE FALLAIT-IL S'ASSURER QU'IL N'Y AVAIT PAS, EN DEHORS DES COMMANDES, DE LIVRAISONS QUI PUISSENT ETRE EFFECTUEES D'UNE MANIERE OU D'UNE AUTRE. OR, LES DISPOSITIONS ONT ETE PRISES, SONT APPLIQUEES ET J'AI CHOISI DE L'ANNONCER SUR LE CONTINENT AFRICAIN

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, IL N'Y A PAS ENCORE SI LONGTEMPS LE CANDIDAT QUE VOUS ETIEZ A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE PRECISAIT A MON MICRO LES GRANDES IDEES FORCES DE SA POLITIQUE DE COOPERATION SINGULIEREMENT AVEC L'AFRIQUE. VOUS APPARAISSEZ ALORS COMME UN HOMME DE CHANGEMENT RESOLUMENT TOURNE VERS L'AVENIR ET QUI FAIT FI DU PASSE. LA CREATION DU MINISTERE DE LA COOPERATION QUI A IMMEDIATEMENT SUIVI VOTRE ELECTION A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE SIGNIFIAIT L'INTERET QUE VOUS PORTEZ A LA COOPERATION. DEPUIS VOUS AVEZ BANNI DE VOTRE VOCABULAIRE, AIDE POUR REMPLACER PAR JUSTICE ET EQUITE. A VOTRE AVIS VOS DIFFERENTS PERIPLES DANS LES ETATS AFRICAINS VOUS PERMETTENT-ILS DE MESURER L'EFFORT REALISE ET D'EN DRESSER UN BILAN ? LE PRESIDENT.- JE VOUS REMERCIE DE VOUS ETES SOUVENU, EN EFFET, DES INDICATIONS QUE J'AVAIS DONNEES ET DES ENGAGEMENTS QUE J'AVAIS PRIS COMME CANDIDAT A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, ET J'AVAIS CONSIDERE QUE DANS LA POLITIQUE GENERALE DE LA FRANCE, IL FALLAIT, MEME POUR UN CANDIDAT, FAIRE \_ETAT DE SES INTENTIONS CONCERNANT L'AFRIQUE. POUR CE QUI EST DE LA POLITIQUE POURSUIVIE DEPUIS MAINTENANT DEUX ANS ET DEMI, QUELLES ONT ETE SES CARACTERISTIQUES ? PREMIEREMENT DE BANNIR TOUTE FORME DE NEO-COLONIALISME. J'AI INDIQUE DE FACON CLAIR, JE L'AI RAPPELE HIER, QUE LA FRANCE NE CHERCHAIT PAS A IMPOSER SA COOPERATION, QU'ELLE LA PROPOSE ET QU'ELLE LA PROPOSE DANS LA MESURE OU SES PARTENAIRES AFRICAINS LA SOUHAITENT. DEUXIEMEMENT D'ACHEVER L'OEUVRE DE DECOLONISATION SUR LE CONTINENT AFRICAIN LA OU CELLE-CI CONCERNAIT LA FRANCE ET C'EST POURQUOI LA DECISION A ETE PRISE DE CONDUIRE LE TERRITOIRE FRANCAIS DES AFARS ET DES ISSAS A L'INDEPENDANCE ET C'EST MAINTENANT DANS UN DELAI DE DEUX MOIS QUE LA POPULATION DE CE TERRITOIRE, DANS-LE-CADRE DE LA POLITIQUE D'AUTODETERMINATION, S'EXPRIMERA LIBREMENT SUR SON AVENIR

QUESTION.- RELATIONS FRANCO - AFRICAINES ` REponse ` CELA A ETE ENSUITE LE FAIT DE NE PAS TENIR\_COMPTE DANS NOS RELATIONS PARTICULIERES AVEC LES ETATS AFRICAINS DE LEURS PROPRES OPTIONS POLITIQUES, ECONOMIQUES OUI SOCIALES. IL Y A EN EFFET SUR LE CONTINENT AFRICAIN COMME CEI A EST

DES SOCIÉTÉS. LE TÂCHE ET SUR LE CONTINENT AFRICAÏN, COMME CELA EST PARFAITEMENT NATUREL, DES ETATS QUI ONT CHOISI DES FORMES D'ORGANISATION DIFFERENTES ET NOUS N'AVONS ETABLI ENTRE EUX AUCUNE DISCRIMINATION, IL NE NOUS APPARTIENT PAS DE PORTER UN JUGEMENT OU D'EXPRIMER UNE PREFERENCE SUR LA VOIE DE DEVELOPPEMENT CHOISIE PAR LES DIFFERENTS ETATS AFRICAÏNS. ENFIN LE QUATRIEME POINT, C'EST QUE NOUS AVONS BEAUCOUP DEVELOPPE NOTRE CONCERTATION ET QUE NOUS LUI AVONS DONNE UN CARACTERE MANIFESTEMENT PARITAIRE, JE VEUX DIRE FONDE SUR L'EGALITE, ET C'EST AINSI QUE NOUS AVONS PU TENIR DEUX CONFERENCES FRANCO - AFRICAÏNES, L'UNE A BANGUI SUR LE CONTINENT AFRICAÏN, L'AUTRE A PARIS, LA TROISIEME DANS QUELQUES MOIS MAINTENANT ET PRESQUE QUELQUES SEMAINES A DAKAR SUR LE CONTINENT AFRICAÏN, ET QUE CES CONFERENCES ONT ETE ORGANISEES ET SE SONT DEROULEES DANS UN ESPRIT D'EGALITE A LA FOIS DANS LE CHOIX DES SUJETS TRAITES, DANS LE DEROULEMENT DES TRAVAUX, DANS LE LIEU DE REUNION DE CES CONFERENCE ET J'AI CONSTATE D'AILLEURS QU'ELLES AVAIENT, VOUS L'AVEZ OBSERVE VOUS-MEME, UNE PARTICIPATION ET UNE SUBSTANCE CROISSANTES. VOILA L'ESSENTIEL DE CE QUE JE VOULAIS VOUS DIRE SUR NOTRE POLITIQUE DE COOPERATION

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - MALIENNES ` REPOSE ` JE VOUDRAIS DIRE AUSSI, PARLANT AU MALI, QUE J'AI OBSERVE AVEC UNE PROFONDE SATISFACTION LE RESULTAT DES EFFORTS DE DEVELOPPEMENT DES RICHESSES NOTAMMENT AGRICOLES DU MALI. ET QUAND ON PENSE A CE QU'ETAIT LA SITUATION DE CE PAYS VOICI TROIS ANS DEVASTE PAR LE FLEAU DE LA SECHERESSE, L'EFFORT QUI A ETE ACCOMPLI ET AUQUEL LES TECHNICIENS FRANCAIS SONT FIER D'AVOIR PARTICIPE, ET QUI S'EST TRADUIT PAR UNE AUGMENTATION TRES SENSIBLE DE LA PRODUCTION EN 1975 ET 1976 ` DATE ` , ET LE PRESIDENT MOUSSA TRAORE ME DISAIT CE MATIN PAR DES PERSPECTIVES 1977 QUI PARAISSENT MARQUER ENCORE UN NOUVEAU ET IMPORTANT PROGRES. JE PENSE QUE LA DIRECTION PRISE EST LA BONNE ET QUE L'ON VOIT L'AMORCE D'UNE STRUCTURE DE DEVELOPPEMENT SE METTRE EN PLACE DANS UN PAYS COMME LE MALI

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - MALIENNES ` QUESTION.- (POSEE AU PRESIDENT MOUSSA TRAORE) - VOUS AVEZ EU L'OCCASION DE DISCUTER AVEC LE PRESIDENT GISCARD D'ESTAING DE LA POLITIQUE FRANCAISE. QUEL EST VOTRE SENTIMENT, MONSIEUR LE PRESIDENT ? LE PRESIDENT MOUSSA TRAORE.- JE CROIS QUE MON SENTIMENT A ETE EXPRIME HIER PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE LORS DE L'ALLOCUTION QU'IL A PRONONCEE A LA RECEPTION

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - MALIENNES ` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, LES ACCORDS MONETAIRES FRANCO - MALIENS EXPIRENT EN 1977. APRES DONC VOS ENTRETIENS AVEC LES AUTORITES MALIENNES, POUVEZ-VOUS NOUS DIRE SI LES DEUX PARTIES SONT DISPOSEES A RENOUVELER CES ACCORDS ? SI OUI, SUR QUELLE BASE ? LE PRESIDENT.- BIEN VOLONTIERS, CES ACCORDS JE LES CONNAIS BIEN PUISQUE J'ETAIS MINISTRE DES FINANCES EN 1972 ` DATE ` AU MOMENT OU IL A FALLU PROCEDER A LEUR MISE AU-POINT AVEC MON COLLEGE DE L'EPOQUE. CES ACCORDS EXPIRENT EN MAI 1977 ET IL FAUT DONC MAINTENANT NEGOCIER LEUR RENOUVELLEMENT. UN CALENDRIER A ETE ETABLI POUR CETTE NEGOCIATION PAR MONSIEUR LE MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES ` MICHEL DURAFOUR ` , ET PAR SON COLLEGE LE MINISTRE DES FINANCES ` FOUNEKE KEITA ` , DE LA REPUBLIQUE DU MALI. UNE PREMIERE RENCONTRE AURA LIEU DANS LE COURANT DU MOIS DE MARS ET UNE DEUXIEME PHASE DE NEGOCIATION DEVRAIT AVOIR LIEU DANS LA PREMIERE MOITIE D'AVRIL, DE FACON A POUVOIR ABOUTIR A UNE CONCLUSION AUX ALENTOURS DE LA MI-AVRIL. ET BIEN ENTENDU LES DEUX PARTIES ABORDENT CETTE NEGOCIATION DANS L'ESPRIT D'ABOUTIR AU RENOUVELLEMENT DE CES ACCORDS

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - MALIENNES ` QUESTION.- MONSIEUR LE

PRESIDENT, (JE M'ADRESSE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE), EST-CE QU'EN CHIFFRES ABSOLUS, L'AIDE PUBLIQUE FRANCAISE AU MALI A CONSTAMMENT AUGMENTE ? IL EST UN FAIT QUE DEPUIS DIX ANS, IL N'EXISTE QUASIMENT PAS DE BUDGET D'EQUIPEMENT QUI CONDITIONNE LE DEVELOPPEMENT DONC LE RETABLISSEMENT DE L'EQUILIBRE EXTERIEUR. CELA, VOUS EN AVEZ PARLE PAR AILLEURS. SELON VOUS, MONSIEUR LE PRESIDENT, DE QUELLE MANIERE ET SOUS QUELLE RESERVE LA FRANCE POURRAIT CONTRIBUER A EFFACER CE HANDICAP ? LE PRESIDENT.- IL Y A D'ABORD UN PROBLEME D'EQUILIBRE QUI EST UN PROBLEME D'EQUILIBRE EXTERIEUR ET UN PROBLEME D'EQUILIBRE BUDGETAIRE POUR LA REPUBLIQUE DU MALI. CES PROBLEMES SONT DU RESSORT DES HAUTES AUTORITES MALIENNES. J'AI SIMPLEMENT OBSERVE TOUT A L'HEURE QUE LE DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS AGRICOLES EXPORTEES VA AMELIORER DANS DES CONDITIONS SENSIBLES LE PROBLEME DE L'EQUILIBRE EXTERIEUR DU MALI. ET DEUXIEMEMENT, SANS JUGER LA POLITIQUE BUDGETAIRE D'AUTRUI, JE ME CONTENTE DE JUGER LA NOTRE, J'OBSERVE QUE LE DERNIER BUDGET EXECUTE PAR LE MALI MARQUE UNE NETTE REDUCTION DU DEFICIT BUDGETAIRE ET QUE LA PERSPECTIVE POUR 1977 `DATE`, C'EST EGALEMENT UNE NOUVELLE REDUCTION DE CE DEFICIT. LA FRANCE A PARTICIPE, VOUS LE SAVEZ, ET CONTINUERA D'AILLEURS DE PARTICIPER DANS LES LIMITES CONVENUES A LA COUVERTURE DE CE DEFICIT. VOTRE QUESTION PORTAIT SUR L'INVESTISSEMENT. L'INVESTISSEMENT AU MALI SE FAIT PAR PLUSIEURS SOURCES DE FINANCEMENT D'ABORD LES RESSOURCES NATIONALES, BIEN ENTENDU, ET LA COOPERATION INTERNATIONALE. LA FRANCE APPORTE SON \_CONCOURS TECHNIQUE A CETTE COOPERATION INTERNATIONALE, D'UNE \_PART PAR L'INFLUENCE QU'ELLE EXERCE AU-SEIN DE LA BANQUE \_MONDIALE POUR SOULIGNER LA NECESSITE DE CONSACRER A L'AFRIQUE, ET NOTAMMENT AUX PAYS ENCLAVES D'AFRIQUE, DES RESSOURCES SUFFISANTES, ET C'EST AINSI QUE CERTAINES OPERATIONS, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE AGRICOLE, FONT L'OBJET DE FINANCEMENTS DE LA BANQUE \_MONDIALE MIS EN \_OEUVRE ENSUITE PAR DES TECHNICIENS FRANCAIS. IL Y A D'AUTRE \_PART LES CREDITS QUE NOUS APPORTONS DIRECTEMENT A L'INVESTISSEMENT, PAR EXEMPLE DANS LE CAS DU BARRAGE DE SELINGUE, NOUS APPORTONS TROIS SOURCES DE FINANCEMENT NATIONALES QUI SONT LES UNES EN PROVENANCE DU FONDS D'AIDE ET DE COOPERATION, LES AUTRES EN PROVENANCE DE NOTRE CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE

Õ `POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - MALIENNES ` REPOSE ` DONC VOUS VOYEZ QUE L'AIDE QUE LA FRANCE APPORTE A L'INVESTISSEMENT AU MALI SE FAIT SOIT PAR LA PARTICIPATION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX DE FINANCEMENT, SOIT SOUS LA FORME D'UNE AIDE DIRECTE. QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, J'AI DEUX QUESTIONS A VOUS POSER. VOUS N'ETES PAS SANS SAVOIR QUE LE MALI A OPTÉ POUR UNE COEXISTENCE DYNAMIQUE ENTRE LE SECTEUR PRIVE, LE SECTEUR MIXTE ET LE SECTEUR D'ETAT. OR, IL EST RECONNU QU'AU MALI LE SECTEUR D'ETAT EST CONSIDERE COMME LES ACQUIS DU PEUPLE MEME SI, PAR AILLEURS, ON RECONNAIT QU'IL CONNAIT QUELQUES DIFFICULTES. J'AIMERAIS SAVOIR DANS QUELLES MESURES LA FRANCE PEUT AIDER LE MALI A CONSOLIDER CE QUI EST DEvenu LES ACQUIS DU PEUPLE ET SOUS QUELLES FORMES ? LA DEUXIEME, VOUS DEVEZ SAVOIR, EN TANT QU'ANCIEN RESISTANT QUE L'ARTICLE 71 DE LA LOI DE FINANCES DU 26 DECEMBRE 1959 `DATE` PARAIT, DANS SON LIBELLE, COMME DANS SON APPLICATION, PLUS OU MOINS DISCRIMINATOIRE, VOUS L'AVEZ PLUS OU MOINS RECONNU HIER DANS VOTRE DISCOURS, ET EN TANT QU'ANCIEN RESISTANT, COMMENT VOYEZ-VOUS LES NOUVELLES MESURES QU'ON PEUT PRENDRE POUR FAVORISER PLUS OU MOINS LES ANCIENS COMBATTANTS AFRICAINS ? LE PRESIDENT.- ALORS, D'ABORD, SUR L'ORGANISATION ECONOMIQUE INTERNE DU MALI NOUS N'AVONS PAS A PORTER DE JUGEMENT, ET NOTAMMENT LA REPARTITION DU SECTEUR PUBLIC ET DU SECTEUR PRIVE, CE QUI EST

IMPORTANT, C'EST LA REGLE DE L'EFFICACITE. POUR UN PAYS QUI DOIT MOBILISER TOUTES SES RESSOURCES ET NOTAMMENT TOUTES SES RESSOURCES AGRICOLES, QUI A A FAIRE FACE A UN PROBLEME DE COMMERCIALISATION QUI EST DIFFICILE PUISQUE SES PRODUITS SONT DES PRODUITS SENSIBLES DU POINT\_DE\_VUE DU COMMERCE INTERNATIONAL, AVEC DES FLUCTUATIONS DE COURS, IL EST ESSENTIEL QUE LES OUTILS ECONOMIQUES DU MALI SOIENT LES PLUS EFFICACES POSSIBLE, ET C'EST POURQUOI LA FRANCE EST DISPOSEE A APPORTER SA COOPERATION, ELLE LE FAIT, AU FONCTIONNEMENT DE CES OUTILS ECONOMIQUES DANS UN ESPRIT D'EFFICACITE ET SUIVANT LES PRINCIPES D'ORGANISATION QU'IL APPARTIENT AUX MALIENS DE DEFINIR

POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - MALIENNES ` REPONSE ` POUR CE QUI EST DES PENSIONS DES ANCIENS COMBATTANTS, VOUS SAVEZ QUE C'EST UN PROBLEME COMPLEXE PARCE QUE SUIVANT LA \_NATURE DES LIENS QUI ONT ETE ETABLIS AU LENDEMAIN DE L'INDEPENDANCE ENTRE LA FRANCE ET LES DIFFERENTS ETATS, DES SOLUTIONS DIFFERENTES ONT ETE ADOPTEES. POUR VOUS DIRE QUE LA FRANCE DANS CE DOMAINE EST TRES SOUCIEUSE DE L'APPLICATION DE SES ENGAGEMENTS VIS-A-VIS DE CEUX QUI ONT COMBATTU POUR ELLE, JE VOUS RAPPELLE QUE DANS UN ETAT VOISIN, LA REPUBLIQUE DE GUINEE POUR LAQUELLE LES VERSEMENTS DE PENSIONS AVAIENT ETE INTERROMPUS, NOUS VENONS DE REPRENDRE LES DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR EN ASSURER LE PAIEMENT. LE PROBLEME QUI SE POSE EST CELUI DE L'EVOLUTION DANS LE TEMPS DU MONTANT DE CES PENSIONS CAR CETTE EVOLUTION N'A PAS ETE LA MEME EN REALITE DANS TOUS LES DIFFERENTS ETATS INDEPENDANTS D'AFRIQUE. JE VAIS DEMANDER AU MINISTRE DE LA COOPERATION ` ROBERT GALLEY ` , AU MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS LUI-MEME D'AILLEURS QUALIFIE POUR LE FAIRE, DE FAIRE LE POINT DE L' \_ETAT D'APPLICATION ACTUEL DE NOTRE LEGISLATION ET DE VOIR LES AMELIORATIONS QUE NOUS POURRIONS LUI APPORTER DANS LE SENS DE LA JUSTICE, C'EST-A-DIRE DANS LE SENS DE L'EGALITE DE TRAITEMENT ENTRE LES DIFFERENTS ANCIENS COMBATTANTS. VOILA, MONSIEUR LE PRESIDENT, ON VOUS A POSE UNE QUESTION, J'AI BIEN VU, N'EST-CE-PAS, C'ETAIT UNE QUESTION PAR RICOCHET, COMME ILS NE VOULAIENT PAS ME FAIRE PARLER DE LA POLITIQUE INTERIEURE, MAIS J'AI ADMIRE VOTRE SAVOIR FAIRE. MERCI MESSIEURS